



Assemblée générale

Distr. générale
2 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 c) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains :
situations relatives aux droits humains et rapports
des rapporteurs et représentants spéciaux

Situation des droits de l'homme au Myanmar

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport établi par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Thomas H. Andrews, en application de la résolution [46/21](#) du Conseil des droits de l'homme.

* [A/76/150](#).



Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Thomas H. Andrews

Résumé

Le présent rapport expose les violations des droits humains au Myanmar à la suite du putsch qui a renversé le Gouvernement civil le 1^{er} février 2021. Il dénonce les assassinats, les actes de torture et la détention dont font l'objet les défenseurs et défenseuses des droits humains, les journalistes, les membres de la société civile et toute personne, quel que soit son statut, qui s'opposent à la junte. Il rend compte du pillonnage aveugle par la junte de villes et de villages, des attaques contre des agents et agentes sanitaires pendant la pandémie et du démantèlement des droits civils et politiques, y compris de la liberté d'expression et d'association, du droit à la vie privée, de l'accès à la justice et de la liberté de la presse.

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial se penche également sur la réaction que ces actes odieux suscitent aux niveaux national et international. Il met en garde contre le statu quo : ce qui se passe actuellement au Myanmar annonce une longue période d'autoritarisme, davantage de pertes en vies humaines, une catastrophe humanitaire et un État failli, ce qui est une menace non seulement pour le peuple du Myanmar, mais pour la région et le monde.

Enfin, le Rapporteur spécial exhorte l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres à maintenir une pression ciblée sur la junte militaire afin que les efforts en faveur de la collaboration et du dialogue aient toutes les chances d'aboutir. Comme l'a dit un représentant d'un membre permanent du Conseil de sécurité lors d'une réunion publique qui s'est tenue en juillet : « Qu'attendons-nous ? Plus nous traînons, plus les gens meurent. »

I. Introduction

1. Au cours des sept mois qui se sont écoulés depuis que le général en chef Min Aung Hlaing et ses complices de l'armée du Myanmar ont violemment renversé le gouvernement par un coup d'État illégal, le peuple du Myanmar a subi des attaques généralisées et systématiques de la part de la police et de l'armée du Myanmar. Plus de 1 000 personnes ont été assassinées, 7 000 détenues arbitrairement et plus de 200 000 déplacées. La campagne brutale menée par la junte militaire répond probablement aux critères de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre au regard du droit international, et les instigateurs et auteurs de ces crimes doivent être tenus responsables.

2. Le présent rapport détaille les violations des droits humains commises au Myanmar entre mars et août 2021. Il porte principalement sur les homicides volontaires, la torture et la détention de défenseurs des droits humains, de journalistes, de membres de la société civile et de personnes de tous horizons qui se sont opposées à la junte. Il donne des informations sur les bombardements aveugles de la junte sur les villes et les villages, les attaques contre les agents de santé pendant une pandémie, ainsi que sur les attaques persistantes faites aux droits fondamentaux que sont la liberté d'expression, de réunion et de d'association et le droit à la santé. On trouvera à l'annexe 1 des informations supplémentaires sur les droits humains et l'aggravation de la crise au Myanmar¹.

3. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial examine également les réponses nationales et internationales à ces actes odieux. Le peuple du Myanmar fait preuve d'un courage et d'une ténacité remarquables dans son opposition au coup d'État ainsi qu'aux agressions persistantes et à la répression de l'armée. La plupart des habitants sont profondément déçus de la façon dont la communauté internationale a réagi. Comme l'a dit le représentant d'un membre permanent du Conseil de sécurité lors d'une réunion publique en juillet : « Qu'attendons-nous ? Plus nous tardons, plus il y a des gens qui meurent. Ce Conseil n'assume pas la responsabilité qui nous incombe à tous de préserver la paix et la sécurité internationales. Et il manque à ses obligations envers le peuple birman. »² Le Rapporteur spécial ne peut qu'être d'accord avec cette affirmation.

4. Les attaques de la junte contre les professionnels de la santé et l'effondrement du système de santé au Myanmar décrits dans le présent rapport se poursuivent alors même que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) se propage. En effet, la détérioration des conditions au Myanmar est précisément ce qui permet la propagation rapide du virus et, avec elle, la possibilité que des variants encore plus contagieux et mortels ne se développent, comme le variant Delta qui continue de se propager chez les personnes vaccinées comme chez les personnes non vaccinées. Étant donné que plus d'un tiers de l'humanité vit dans des pays limitrophes du Myanmar, les attaques systématiques de la junte contre ses citoyens constituent non seulement un problème de sécurité nationale pour le Myanmar, mais aussi une menace pour la paix et la sécurité de la région, voire du monde entier.

¹ Les annexes sont disponibles à l'adresse www.ohchr.org/Documents/Countries/MM/GA76report-annex-SR-Myanmar.pdf.

² Jeffrey DeLaurentis, Conseiller principal pour les affaires politiques spéciales à la Mission permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, réunion en formule Arria sur le Myanmar, New York, 29 juillet 2021.

5. Le titulaire du mandat estime que la trajectoire et le rythme actuels de ces événements au Myanmar, ainsi que la réponse de la communauté internationale, conduiront à une nouvelle détérioration des conditions de vie du peuple du Myanmar et à une menace encore plus grave pour la région et le monde. Il exhorte les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à réévaluer de manière critique la réponse internationale et à envisager d'autres options susceptibles de renforcer et de compléter les mécanismes officiels des Nations Unies. Les options sont décrites dans la section du présent rapport consacrée aux recommandations.

6. Le titulaire du mandat est extrêmement reconnaissant envers les personnes qui ont fourni des informations pour l'élaboration du présent rapport, notamment de nombreuses personnes au Myanmar qui, pour ce faire, ont pris des risques importants pour elles-mêmes et leurs familles. Le Rapporteur spécial s'est entretenu, principalement par téléconférence, avec des représentants des États Membres concernés, des organisations internationales et régionales, des organisations de la société civile nationales et internationales, des journalistes, des syndicalistes, des militants et des défenseurs des droits humains, du gouvernement d'union nationale et des membres du monde des affaires. Il a en outre participé activement à différents événements organisés par les parlements nationaux et régionaux, les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains et les organisations de la société civile.

7. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial s'appuie sur plusieurs comptes rendus et déclarations textuels de témoins et de victimes du Myanmar. Souvent, la voix du peuple du Myanmar n'est pas entendue ou est ignorée, et trop souvent la vérité sur les conditions de vie dans le pays n'est communiquée qu'en termes quantitatifs. Il est particulièrement important de comprendre les faits en termes d'impact sur les personnes, les familles et les communautés elles-mêmes.

II. Violations des droits humains et du droit humanitaire commises par la junte

Homicide volontaire

8. Depuis le début du coup d'État, la junte militaire a assassiné au moins 1 040 hommes, femmes et enfants au Myanmar, selon des informations crédibles³. La police et les forces armées dirigées par la junte ont tué des manifestants dans les rues et dans les maisons, battu des personnes à mort et torturé, parfois jusqu'à la mort, des personnes détenues dans des centres contrôlés par la junte. La junte continue de violer systématiquement l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui dispose que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, que ce droit « doit être protégé par la loi » et que « nul ne peut être arbitrairement privé de la vie ».

9. La première victime assassinée par la junte est une jeune femme de 19 ans qui a reçu une balle dans la tête lors d'une manifestation pacifique à Nay Pyi Taw le 9 février, alors qu'elle ne présentait aucune menace. À la fin du mois de février, la junte avait assassiné au moins 23 personnes et se lançait bientôt dans un massacre systématique. Fin mars, elle avait assassiné plus de 500 personnes.

³ Voir, par exemple, Assistance Association for Political Prisoners (Burma), <https://aappb.org/>; voir la carte à l'annexe 2 indiquant où les assassinats de la junte ont eu lieu.

10. Le 14 mars, les forces de la junte ont assassiné au moins 58 personnes dans le district de Hlaing Tharyar, à Yangon. Des milliers d'ouvriers sont descendus dans les rues de Hlaing Tharyar, où se trouvent de nombreuses usines, pour protester contre le coup d'État, en scandant des slogans et en tenant des boucliers de fortune. Les rapports indiquent que la police et les soldats ont encerclé le principal groupe de la manifestation par l'arrière, tirant sur les manifestants avec des mitrailleuses et des fusils de précision.

11. Un médecin qui a soigné plusieurs victimes de coups de feu a raconté son expérience alors qu'il s'occupait de sa cinquième victime à Hlaing Tharyar le 14 mars :

« Il avait reçu une balle à la poitrine et à l'abdomen. Nous avons réussi à mettre en place un drain thoracique mais il saignait beaucoup. Il avait perdu un litre de sang, et il y en avait beaucoup, partout dans son abdomen. Il faisait une hémorragie massive. Il souffrait et je lui ai donné de nombreux analgésiques, mais il se plaignait toujours d'avoir mal... je lui tenais la main. Il était 2 heures du matin. Nous nous occupions de lui depuis 21 heures. Il attendait pour pouvoir aller en salle d'opération et souffrait toujours, alors je lui ai donné de la morphine. Je lui tenais la main, ses tantes aussi. Nous continuions à lui parler. Vers 2 heures du matin, je n'ai pas pu me contrôler, car il n'arrivait plus à respirer. Je l'ai laissé à mon interne et j'ai quitté la pièce en pleurant. J'ai pleuré, beaucoup pleuré. Je suis urgentiste depuis cinq ans, j'ai perdu de nombreux patients sur la table d'opération, mais je n'ai jamais pleuré parce que des gens mouraient. Mais ici c'est inhumain. C'est différent. »⁴

12. Certaines personnes ont été tuées par la police et les unités militaires simplement parce qu'elles étaient dans la rue. Par exemple, dans la soirée du 18 mars, quartier de North Okkalapa à Yangon, les forces de la junte ont abattu une femme de 22 ans sur le bord de la route alors qu'elle était sortie pour aller chercher quelque chose dans la boutique de son père. Un membre de la famille a raconté ce qui s'est passé lorsque les forces de la junte l'ont prise pour cible :

« Il était 18h10 quand ils ont tiré une balle, je ne sais pas où elle est allée. La deuxième balle l'a touchée... lorsque la balle l'a touchée, elle a murmuré « oh, maman », puis s'est assise. La balle l'a touchée dans le dos, sur le côté gauche, en plein dans le cœur... »⁵

La femme a été déclarée morte dès son arrivée à l'hôpital.

13. Les tireurs embusqués dirigés par la junte ont assassiné de nombreuses personnes au Myanmar. Un jeune homme de 23 ans ayant participé à l'organisation des manifestations contre le coup d'État a décrit ce dont il a été témoin lors d'une manifestation à Tamwe Township le 23 mars :

« Nous avons vu des tireurs embusqués tirer sur la foule. La police tirait également sur les gens. Nous sommes allés dans une rue du quartier. Je courais et le tireur isolé tirait par derrière. C'étaient des balles réelles. Un homme a été

⁴ Schell Centre for International Human Rights, Yale Law School et Fortify Rights, forthcoming study on crimes against humanity in Myanmar, interview with #13, Yangon, Myanmar, 16 mars 2021.

⁵ Ibid, interview with # 47, North Okkalapa Township, Yangon, Myanmar, 22 mars 2021.

frappé en pleine tête et s'est effondré...je suis allé chercher son corps. J'ai vu la blessure à la tête...il est mort sur le coup⁶.

14. À l'approche de la célébration de la Journée des forces armées de 2021, alors que d'importantes manifestations étaient prévues, la junte a ouvertement menacé la population du Myanmar. Le 26 mars, elle déclarait à la télévision contrôlée par l'armée : « Vous devriez savoir après la tragédie des morts affreuses qui ont déjà eu lieu que vous risquez de recevoir une balle dans la tête et dans le dos. »⁷

15. La junte a mis sa menace à exécution. La police et l'armée ont assassiné 140 personnes dans 44 townships lors de la Journée des forces armées.

16. Tandis que la junte ouvrait le feu sur les manifestants, son chef, Min Aung Hlaing, recevait des dignitaires de la communauté internationale pour célébrer la Journée des forces armées. Le banquet de la Journée des forces armées réunissait de hauts responsables militaires et des représentants de huit États Membres. La télévision contrôlée par l'armée diffusait des images et des vidéos de Min Aung Hlaing et d'autres hauts responsables militaires en train de célébrer cette journée en tenue militaire blanche, alors même que des civils étaient abattus dans les rues.

17. Les enfants n'ont pas été épargnés lors du massacre de la Journée des forces armées. Ce jour-là, la junte a assassiné un garçon de 11 ans, une fille de 11 ans, deux garçons de 13 ans, une fille de 13 ans, trois garçons de 16 ans et deux garçons de 17 ans⁸. La fillette de 11 ans a reçu une balle dans la tête devant sa maison, comme l'a raconté l'un des membres de sa famille :

« Son père venait de couper une noix de coco et se tenait debout devant notre maison. Elle était également debout à cet endroit... À ce moment-là, sa mère est revenue de l'extérieur et a dit : « Que fais-tu en dehors de la maison ? Tu n'entends pas les violences là-bas ? Rentre. » L'enfant n'est pas entrée tout de suite à l'intérieur, elle est restée debout à regarder dehors. Puis, alors qu'elle et son père rentraient à l'intérieur – son père était trois ou quatre pas devant elle – elle a été touchée et s'est effondrée. Sa mère, sans savoir exactement ce qui se passait, a dit à son père : « Elle est tombée. Tu ne vois pas ? » Le père a dit : « où est-elle ? » et s'est retourné pour trouver son enfant. Il n'a pas vu sa fille tout de suite, car elle était juste derrière lui. Quand il l'a trouvée et l'a soulevée, il a vu qu'elle saignait au niveau de la tête. Elle a été emmenée à l'hôpital immédiatement. Elle était encore en vie à son arrivée. Mais elle est morte quinze minutes plus tard⁹.

18. La junte a continué à assassiner des civils tout au long du mois d'avril, tuant au moins 200 personnes, dont plus de 80 à Bago pour la seule journée du 9 avril¹⁰. Les soldats ont tué les manifestants à l'aide de roquettes et des fusils-mitrailleurs. Les manifestants blessés par balles n'auraient pas reçu de soins médicaux et auraient été

⁶ Ibid, interview with « Win Min », # 63, Yangon, Myanmar, 9 avril 2021.

⁷ Émission MRTV, 26 mars 2021.

⁸ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Brutal violence by security forces in Myanmar leaves dozens dead, including multiple children », 29 mars 2021. Disponible sur <http://www.unicef.org/press-releases/brutal-violence-security-forces-myanmar-leaves-dozens-dead-including-multiple>.

⁹ Schell Centre for International Human Rights, Yale Law School and Fortify Rights, crimes against humanity study, interview with #100, Mawlamyine, Mon State, Myanmar, 3 mai 2021.

¹⁰ Nations Unies, « Myanmar violence “must cease immediately” : UN agencies », 12 avril 2021.

traînés par les forces de la junte dans l'enceinte d'un temple de Bago, où ils auraient été laissés pour mort.

« Lorsque la répression a eu lieu le 9 avril, j'étais là, au centre du groupe. Les militaires avaient déjà pris position à la pagode avant le 9 avril. À 4 heures du matin le 9, nous savions que nous étions encerclés. À 5 heures du matin, les obus d'artillerie ont commencé à arriver et nos défenses de sacs de sable sont tombées une à une. Ils utilisaient des obus d'artillerie mais aussi des mitrailleuses. Ils tiraient dans toutes les directions. Ils tiraient dans le dos de personnes qui couraient. Ils suivaient les gens dans les maisons où ils s'abritaient et, dans certains cas, les abattaient sur place. Les soldats ont tué mon frère d'une balle dans le dos ; ils ont emporté son corps. Le lendemain, ils ont dit à ma famille de venir le chercher. Nous voulions organiser des funérailles, mais ils l'ont envoyé directement au cimetière. Pendant que nous l'enterrions, la police a saisi la maison de mon frère pour que sa famille ne puisse pas rentrer chez elle¹¹.

19. Entre le 1^{er} février et le 16 juillet 2021, la junte a tué au moins 75 enfants¹². Ils avaient entre 14 mois à 17 ans et sont morts percutés par des véhicules conduits par des membres de la junte, abattus par les forces de la junte, tués d'une balle dans la tête dans la rue ou tués par des obus d'artillerie de la junte.

20. Un officier qui a quitté la tristement célèbre Division 99 d'infanterie légère de l'armée du Myanmar a expliqué au Rapporteur spécial que, d'après son expérience, les manifestants « n'auraient pas été tués sans l'ordre de Min Aung Hlaing » et que l'ordre de tirer sur les manifestants « devait venir de lui »¹³. En outre, ces meurtres sont commis dans tout le pays de manière systématique et de ce fait constituent probablement des crimes contre l'humanité au regard du droit pénal international, pour lesquels Min Aung Hlaing et d'autres hauts responsables doivent être jugés et poursuivis.

Torture

21. Depuis le coup d'État, la junte a maintes fois violé l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui disposent tous deux que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. » Les rapports reçus par le Rapporteur spécial montrent comment la junte a utilisé la torture comme arme pour intimider, obtenir des informations et assassiner des opposants et défenseurs de la démocratie, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des hommes politiques. Les actes de torture signalés sont notamment le tir de balles souples de très près ; des coups sur tout le corps entraînant des fractures ; la flagellation avec des fils et des câbles ; la privation régulière de nourriture, d'eau et de sommeil ; la position assise forcée sur une chaise pendant plusieurs jours ; et des agressions sexuelles et menaces de viol.

22. Les forces de la junte ont torturé à mort au moins 50 personnes dans tout le pays, selon des rapports crédibles examinés par le Rapporteur spécial. Ces meurtres ont eu lieu dans la région de Yangon, l'État Chin, l'État shan (Sud), les régions de Sagaing,

¹¹ Entretien avec un survivant de Bago, 20 août 2021.

¹² Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Myanmar crisis risks damaging entire generation of children, UN Child Rights Committee warns », 16 juillet 2021.

¹³ Entretien avec Hein Thaw Oo, qui a quitté la Division 99 de l'infanterie légère, 10 août 2021.

de Mandalay, de Bago, de Magwe et d'Ayeyarwady et la Division de Tanintharyi. Le premier cas signalé de mort par torture date du 6 mars¹⁴.

23. Au moins trois membres du parti au pouvoir avant le coup d'État, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), ont été soumis à des tortures ayant entraîné la mort. Le Rapporteur spécial a examiné des preuves photographiques d'un cas concernant un membre du parti LND basé à Yangon, un professeur de formation professionnelle, que la junte a arrêté le 9 mars. Le 10 mars, on a dit à sa femme de se rendre dans un hôpital militaire du nord de Yangon. Les photographies montrent des lèvres fondues, une desquamation de la peau et des dents manquantes. Il présentait également de graves contusions sur le corps et une blessure à l'arme blanche à l'abdomen. La version improbable que les responsables militaires auraient donnée à sa femme est que son mari avait fait une chute mortelle de 9 mètres en tentant de s'échapper.

24. La femme d'un autre homme arrêté et déclaré mort 24 heures plus tard a raconté dans quel état se trouvait son mari lorsqu'elle a récupéré son corps :

« À l'hôpital, ils m'ont donné un certificat de décès indiquant qu'il avait eu un problème au niveau de la valve cardiaque. Puis ils m'ont permis d'emporter son corps...j'ai vérifié son état. Les os de son visage étaient brisés ; son visage était tuméfié ; ils avaient aussi fait des points de suture sur son abdomen ; et la peau de sa cuisse était brûlée. L'os de son nez était brisé. Le côté gauche de son front était tuméfié. Il avait une blessure à la tête, il y avait encore du sang...et ses côtes étaient cassées, je pouvais même le voir... [Mon mari] était un homme en bonne santé. Il était impossible qu'il meure d'un problème cardiaque. »¹⁵

25. La junte a torturé un nombre incalculable de personnes lors de leur arrestation dans les rues du Myanmar. Le Rapporteur spécial a visionné de nombreuses vidéos montrant les forces de la junte torturer des manifestants arrêtés dans la rue et s'est entretenu avec le frère d'un manifestant de 22 ans dans la région de Magwe, qui a raconté comment les soldats ont torturé ce dernier :

« Les soldats l'ont arrêté en même temps que le groupe avec lequel il se trouvait. Ils ont ordonné à mon frère de lever les mains et quand il l'a fait, ils ont dit : « Nous venons tout juste des lignes de front. Pourquoi veux-tu protester ? Lève tes trois doigts et tu verras ce qui se passe. Tu appelleras ta mère [une référence à Aung San Suu Kyi] et elle ne pourra pas te sauver ». Un soldat a alors tiré à moins de 50 cm sur le bras de mon frère avec une arme de type fusil de chasse, lui arrachant la majeure partie de la main. Un autre soldat a ensuite tiré à bout portant sur l'autre main de mon frère avec des balles souples. Les soldats ont alors commencé à fouiller ses poches pour essayer de lui voler ses biens, puis ils ont commencé à le battre, à lui donner des coups de pied et des coups de poing au visage et à lui tirer dans les jambes – six fois dans la jambe gauche [avec des balles souples] et sept fois dans la droite. Alors qu'ils le battaient, d'autres manifestants se sont interposés, les empêchant de battre mon frère à mort. Les soldats ont arrêté de le frapper et l'ont forcé à marcher, mais il en était incapable. Comme il ne pouvait pas marcher, l'un d'eux l'a frappé à l'arrière de la tête avec son arme. Mon frère a été emmené dans un hôpital militaire pour y être soigné et, au lieu d'être remis à sa famille, il a été accusé d'incitation et il

¹⁴ Voir la carte à l'annexe 2.

¹⁵ Schell Centre for International Human Rights, Yale Law School and Fortify Rights, crimes against humanity study, interview with #107, Shwebo Township, Sagaing Region, Myanmar, 16 mai 2021.

est toujours en détention, alors qu'il a besoin d'un traitement médical spécialisé d'urgence¹⁶.

26. Les forces de la junte ont également commis des actes de torture dans les centres de détention. Un journaliste qui a été torturé dans une prison militaire a déclaré au Rapporteur spécial :

« Les quatre premiers jours ont été horribles. Je n'étais pas autorisé à dormir et j'étais interrogé par roulement toutes les deux heures. Ils posaient beaucoup de questions sur les sources de financement de notre publication, en essayant de montrer que nous étions soutenus par des étrangers. J'ai été menotté, les mains derrière le dos, et suis resté assis sur une chaise pendant quatre jours et quatre nuits. Je suppliais pour avoir de la nourriture et de l'eau et on ne m'a donné qu'une infime quantité d'eau le deuxième jour et de la nourriture seulement le quatrième jour. Les trois premiers jours et demi, les interrogateurs me battaient et me donnaient des coups de pied au visage. Mes jambes étaient gonflées. Ils me frappaient dans les oreilles et dans le dos. L'interrogatoire de mon ami qui était détenu avec moi a été bien pire. Il a refusé de donner le mot de passe de son iPhone, alors les interrogateurs lui ont brûlé la peau avec des cigarettes, ils lui ont enlevé sa chemise et ont posé de la glace sur lui pendant des heures ; ils l'ont forcé à rester agenouillé toute la nuit. Finalement, ils l'ont déshabillé et lui ont dit qu'ils allaient le violer. Il leur a alors donné le bon code d'accès. Lorsqu'ils ont eu accès à son téléphone, ils ont trouvé des photos de lui avec Aung San Suu Kyi et Min Ko Naing, alors ils l'ont battu très violemment¹⁷.

27. Les enfants n'ont pas été épargnés par la torture. Selon des informations crédibles, dans l'État kachin, en avril 2021, les forces de la junte auraient détenu deux garçons, les auraient affamés pendant deux jours et les auraient interrogés séparément pendant cinq jours. Pendant l'interrogatoire, les soldats les ont battus, leur ont brûlé les jambes avec des barres de fer brûlantes, ont tiré des coups de feu très près de leurs oreilles et ont coupé les oreilles de l'un d'entre eux avec un scalpel. Ils ont finalement été libérés après 12 jours de détention.

28. Le recours occasionnel et généralisé à la torture par la junte comme outil d'oppression exige une réponse internationale forte, et les responsables doivent faire l'objet d'une enquête pour le crime contre l'humanité de torture¹⁸.

Attaques de grande envergure contre des civils

29. Depuis le coup d'État, les forces de la junte ont attaqué les villages par des frappes aériennes, des sièges, des incendies volontaires massifs et d'autres formes d'attaques et ont utilisé les civils comme boucliers humains. La junte a également limité l'accès à l'aide médicale et humanitaire et s'est livrée à des violences sexuelles. Les civils du Myanmar qui vivaient autrefois dans des régions généralement épargnées par les conflits armés (par exemple, les régions de Yangon, Sagaing et Mandalay) subissent aujourd'hui les types de violence auxquels des générations de ressortissants de différentes ethnies sont habituées dans les États ethniques, comme dans l'État kachin, l'État de Kayah, l'État kayin, l'État rakhine, l'État shan et d'autres zones de conflit. Du fait de cette nouvelle réalité, associée à une force de résistance naissante, décentralisée et mal équipée, soutenue dans certains cas par des organisations ethniques armées, il est parfois difficile de distinguer clairement où

¹⁶ Interview, 14 juin 2021.

¹⁷ Entretien avec Nathan Maung, 5 juillet 2021.

¹⁸ Statut de Rome, article 7 1) f).

commence le conflit armé non international au Myanmar et où il se termine, et, par conséquent, de savoir si le droit international humanitaire, c'est-à-dire, le droit des conflits armés, s'applique ou pas dans certains endroits.

30. Lorsque le droit international humanitaire s'applique, les forces de la junte, les organisations ethniques armées et la Force de défense du peuple restent tenues de protéger la santé, la dignité et la vie des civils. La Convention de Genève dispose que : « Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile. »¹⁹

31. Les forces de la junte ont non seulement manqué à leur obligation de protéger la santé, la dignité et la vie des civils, elles ont également pris pour cible les civils sans discernement, avec pour résultat des dizaines de morts, environ 200 000 personnes déplacées de force depuis le 1^{er} février, une crise humanitaire et des pertes de biens massives.

32. Le Rapporteur spécial met l'accent ci-dessous sur les attaques de grande envergure menées par la junte contre des civils dans les États chin, de Kayah et kayin et dans la région de Magwe. Malheureusement, les événements ci-dessous ne constituent pas un compte rendu exhaustif des attaques de grande envergure de la junte contre les civils.

Mindat, État chin

33. L'attaque de la junte contre des civils à Mindat, dans l'État chin, a fait suite à plusieurs affrontements entre les forces de la junte et un groupe de résistance local, la Force de défense du Chinland [Chinland Defense Force (CDF)], qui était armée de fusils de chasse artisanaux. Le 13 mai, la junte a déclaré la loi martiale à Mindat. En réponse, l'administration populaire de Mindat, dirigée par des civils, a déclaré que la loi martiale était illégitime. Pendant plusieurs jours, les forces de la junte ont alors lancé une offensive aérienne et terrestre, tirant des obus, des mortiers et des roquettes sur Mindat. Le 17 mai, un millier de militaires occupaient la ville de Mindat.

34. Concernant l'occupation, les Nations Unies au Myanmar ont attiré l'attention sur des rapports mentionnant des « attaques sans discrimination des forces de sécurité contre les civils » ; des « maisons et autres biens civils endommagés, détruits ou occupés par les forces de sécurité » ; « l'utilisation de civils par les forces de sécurité comme boucliers humains » ; des « agressions sexuelles commises contre les femmes et les filles » ; et de nombreuses personnes blessées et tuées²⁰.

35. Le Rapporteur spécial a enquêté sur ces allégations et les juge crédibles. Par exemple, des sources ont indiqué au Rapporteur spécial que la junte a utilisé environ 10 à 14 civils, dont une femme enceinte, comme boucliers humains lors de l'attaque sur Mindat²¹. Certaines sources ont également décrit le viol d'une femme par des membres de la junte, des tirs d'obus sur des sites civils, des pillages et des hélicoptères militaires larguant des munitions sur la ville²². Des sources ont également raconté que les militaires rendaient la vie impossible aux habitants en bloquant l'accès

¹⁹ Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), Article 13 2).

²⁰ Statement by the United Nations in Myanmar on the situation in Mindat, Chin State, 21 mai 2021.

²¹ Interviews de résidents de Mindat, 18 août 2021.

²² Ibid.

roulier à la ville, en coupant l'approvisionnement en eau et en pénétrant dans les maisons pour arrêter arbitrairement des civils.

36. Jusqu'à deux tiers des 50 000 habitants de Mindat ont fui dans la jungle ou dans des camps de fortune dans les villages voisins suite à cette attaque. L'offensive militaire s'est poursuivie contre les villages voisins. Début juin, de nouvelles attaques de la junte ont entraîné le déplacement de milliers de personnes supplémentaires, dont beaucoup avaient déjà été déplacées une première fois. Des sources ont indiqué au Rapporteur spécial que les forces de la junte ciblaient aussi spécifiquement les civils et tiraient sur les camps de déplacés.

37. Le 20 juin, les forces de la junte et la Force de défense du Chinland ont conclu un cessez-le-feu. Pendant ce temps, les dirigeants locaux qui avaient mis en place l'administration populaire de Mindat concentraient leurs efforts sur l'acheminement de l'aide aux déplacés. Cependant, la junte a bloqué cette aide, en violation du droit humanitaire international. Au moment de la rédaction de ce rapport, l'armée bloquerait encore et/ou limiterait le transport de nourriture et de médicaments vers Mindat et les villages environnants, allant à l'encontre des termes du cessez-le-feu temporaire.

38. De nouveaux combats entre la Force de défense du Chinland et la junte ont éclaté début août, et la situation sécuritaire générale dans l'État Chin continue de se dégrader. Depuis le coup d'État, les attaques de la junte contre les civils ont fait au moins 37 morts parmi les civils dans Mindat et aux alentours et déplacé environ 30 000 personnes de 129 villages, selon des sources locales. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime à 11 400 le nombre de personnes actuellement déplacées à Mindat.

Demoso et Loikaw, État de Kayah

39. Dans le township de Demoso, État de Kayah, les habitants se sont regroupés pour former la Force de défense du peuple Karenni [Karenni People's Defense Force (KPDF)], en utilisant des fusils de chasse en grande partie artisanaux. Les combats localisés entre la KPDF et les forces de la junte se sont intensifiés lorsque les militaires ont attaqué les townships de Demoso et de Loikaw fin mai. Selon des informations fiables, le 21 mai, des militaires sont entrés dans la ville de Demoso et ont arrêté 13 personnes. La KPDF a riposté en attaquant les commissariats de la région, tuant trois officiers de police. L'armée a rapidement déployé au moins une centaine de soldats et plusieurs chars à Demoso et a renforcé sa présence dans plusieurs villes de l'État de Kayah et de l'État shan voisin.

40. Dans ce qui semble être des attaques de représailles contre les civils, la junte a ensuite utilisé des avions de chasse pour bombarder Demoso avant de poursuivre avec des roquettes et des mortiers, forçant des dizaines de milliers de personnes à fuir dans la jungle environnante²³. Les forces de la junte auraient brûlé les maisons de sympathisants présumés de la Force de défense du peuple et du Mouvement de désobéissance civile [Civil Disobedience Movement (CDM)]. À Loikaw, les militaires ont également utilisé des hélicoptères, des avions de chasse et de l'artillerie lourde pour attaquer la ville. Les forces terrestres ont ensuite pris le contrôle de Loikaw.

²³ Myanmar Now, « Three civilians killed as junta continues crackdown on Karenni resistance », 28 mai 2021.

41. À Demoso et Loikaw, la junte a pillé des biens civils et détruit des cibles non militaires, notamment des maisons, des écoles, un monastère et des églises. Elle a également bloqué les principales routes de l'État de Kayah, empêchant les civils d'accéder à la nourriture, à l'eau et aux médicaments²⁴. Dans la semaine suivant l'offensive de la junte dans ces régions, près de 100 000 personnes ont été déplacées de force.

42. Selon des rapports locaux, les militaires ont tué au moins 65 civils lors d'attaques dans les townships de Demoso et de Loikaw entre le 21 mai et le 15 juin. Parmi eux, au moins deux civils ont été abattus par des tireurs embusqués, et le corps d'une personne arrêtée le 29 mai a été retrouvé démembré près d'un marché. Des sources ont indiqué qu'à la fin du mois de juillet, les forces de la junte effectuaient des contrôles de porte à porte la nuit, entrant dans les maisons sans mandat et instillant la peur dans les communautés locales.

Papun, État kayin

43. Entre fin mars et début mai, les forces de la junte ont effectué des bombardements aériens et pilonné des sites civils dans le district de Papun (Mutraw), dans l'État kayin (karen). Selon des informations fiables, les forces de la junte ont mené au moins 27 attaques aériennes, larguant 47 bombes et tirant au moins 575 obus de mortier sur les zones civiles de Papun²⁵. Chaque série d'attaques majeures était apparemment une réponse aux attaques menées par la cinquième brigade de l'Armée de libération nationale karen contre les forces de la junte.

44. Le 27 mars, la junte a lancé un bombardement aérien de cinq jours sur le district de Papun, tuant 16 civils, en blessant 20 et forçant 5 500 villageois à fuir vers la Thaïlande. Au cours de la première semaine d'avril, les forces de la junte ont lancé des attaques d'artillerie contre des villages et les terres agricoles environnantes, déplaçant de force 7 600 civils.

45. Entre le 27 avril et le 7 mai, les forces de la junte ont effectué une deuxième série de frappes aériennes, larguant des bombes et tirant des roquettes sur les zones civiles de plusieurs villages de Papun. Ces attaques ont déplacé 3 000 villageois.

46. En mai 2021, les organisations de la société civile karen estimaient que 70 000 personnes avaient été déplacées à Papun suite aux attaques de la junte contre les civils. Le HCR estime qu'environ 47 400 civils ont été déplacés dans l'État kayin au 16 août²⁶.

Région de Magwe

47. Le 15 juin, la police de la junte a incendié le village de Kinma dans le township de Pauk, dans la région de Magwe. Les rapports locaux indiquent que, plus tôt dans la journée, des troupes de la Force de défense du peuple (PDF) avaient tendu une embuscade aux forces de la junte. Selon les habitants de Kinma, la police a ensuite recherché les membres de la PDF à Kinma, mais ils avaient déjà quitté le village

²⁴ Ibid. ; Deutsche Welle, « Myanmar : UN warns of mass starvation in eastern Kayah State », 9 juin 2021.

²⁵ Voir par exemple Karen Peace Support Network, « Terror from the skies : coup regime's escalated offensives cause mass displacement across Mutraw », mai 2021, p. 8. Disponible sur www.karenpeace.org/wp-content/uploads/2021/05/Terror-from-the-Skies_Briefing_KPSN_English.pdf.

²⁶ HCR, Myanmar emergency overview map, 16 août 2021. Disponible sur <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/88244>.

lorsque les forces de la junte sont entrées. La plupart des villageois avaient déjà fui eux aussi.

48. Apparemment en représailles de cette embuscade, la police aurait mis le feu au village, brûlant 200 des 230 maisons²⁷. L'incendie était si important qu'il a été enregistré par le système de suivi des incendies par satellite de la National Aeronautics and Space Administration des États-Unis d'Amérique²⁸. Le Rapporteur spécial a vu des photos montrant la quasi-totalité du village brûlé. Les forces de la junte auraient tiré sur des villageois qui tentaient d'éteindre les incendies et de récupérer des biens dans leurs maisons. La plupart des 800 habitants ont été contraints de fuir dans la forêt et dans les villages voisins, deux personnes âgées ont été tuées dans les incendies.

49. Les dirigeants de la junte responsables des attaques susmentionnées doivent faire l'objet d'une enquête pour plusieurs crimes internationaux, notamment des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et accès humanitaire

50. Il y a plus d'un demi-million de personnes déplacées au Myanmar. La junte du Myanmar empêche les organismes d'aide humanitaire et la société civile d'accéder aux populations qui ont besoin d'aide humanitaire, notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les civils déplacés depuis le coup d'État. Dans les États de Kayah et chin au moins, la junte est directement responsable du manque d'accès humanitaire aux déplacés, ses forces ayant délibérément bloqué les routes d'accès et refoulé les convois d'aide contenant notamment des tonnes de riz destinées à l'État de Kayah. Selon des sources locales, les personnes déplacées par les bombardements de la junte dans l'État kayin ont désespérément besoin de nourriture. En outre, les intervenants humanitaires se heurtent à des difficultés considérables pour distribuer de la nourriture dans les États chin et kachin en raison des nouvelles conditions imposées par la junte concernant les autorisations de déplacements pour l'acheminement de l'aide humanitaire, en particulier des produits alimentaires.

51. Selon des informations provenant de sources locales et du HCR, depuis le coup d'État, plus de 200 000 personnes ont été déplacées²⁹, dont quelque 170 000 personnes dans le sud-est de l'État de Kayah, des États kayin, mon et shan et dans la région de Bago. Parmi elles, 101 000 personnes ont été déplacées dans le seul État de Kayah. Depuis la mi-mai 2021, le HCR indique que 20 000 autres personnes sont actuellement hébergées dans plus de 100 sites de déplacement dans l'État chin, la région de Magway et la région de Sagaing. Notamment, les organisations locales de l'État chin estiment que la seule ville de Mindat et ses alentours comptent 30 000 personnes déplacées. Suite à la reprise du conflit armé entre les forces de la junte et l'Armée de l'indépendance kachin dans l'État kachin depuis la mi-mars 2021, environ 7 800 personnes ont été déplacées, tandis que dans le nord de l'État shan, les affrontements entre les forces de la junte et les groupes ethniques armés ont déplacé un total de 2 700 personnes.

²⁷ BBC, « Myanmar village of Kin Ma burns down after clashes », 16 juin 2021.

²⁸ National Aeronautics and Space Administration des États-Unis, « Fires: 15 June 2021 », Fire Information for Resource Management System. Disponible à l'adresse <https://firms.modaps.eosdis.nasa.gov/map/#t:adv;m:advanced;d:2021-06-15;@95.9,19.9,7z>.

²⁹ Voir par exemple HCR, Myanmar emergency update, 1^{er} août 2021, disponible sur <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/Myanmar%20Emergency%20Update-1August2021.pdf>.

52. Avant le coup d'État, il y avait environ 336 000 personnes déplacées à l'intérieur du Myanmar. C'était toujours le cas au moment de la rédaction du présent rapport, la majorité de ces personnes se trouvant en situation prolongée de déplacement, notamment quelque 126 000 Rohingyas apatrides dans des camps d'internement établis en 2012 dans l'État rakhine, et 130 000 autres dans des camps de longue durée dans les États kachin et shan du nord, ainsi que dans certaines parties du sud-est du Myanmar. Par ailleurs, 100 000 personnes ont été déplacées dans 10 townships de l'État rakhine et un township de l'État chin suite au conflit militaire entre l'Armée arakanaise et le Myanmar, entre janvier 2019 et novembre 2020.

53. Des sources ont indiqué au Rapporteur spécial que les communautés d'accueil qui maintenaient en vie les personnes déplacées manquaient elles-mêmes de denrées alimentaires et de fournitures médicales. Les organisations d'aide locales étaient dans l'incapacité de nourrir les déplacés et de réapprovisionner simultanément les communautés d'accueil. Les familles vivant dans les zones de combat étaient également très inquiètes de ne pas pouvoir planter leurs cultures à temps et de devoir faire face à de nouvelles pénuries alimentaires.

54. Outre les déplacements et les besoins humanitaires croissants des déplacés, des dizaines de milliers de migrants internes auraient regagné leur lieu d'origine dans la région d'Ayeyarwady et l'État rakhine, et auraient besoin de nourriture, d'argent liquide et de soins de santé. Un nombre incalculable d'autres personnes a fui le pays.

55. Les femmes déplacées à l'intérieur du pays doivent faire face à d'importantes difficultés. En raison du manque de produits de base, les cycles menstruels constituent un problème majeur. De façon tragique, des femmes enceintes ont été contraintes d'accoucher alors qu'elles étaient en fuite, sans services sanitaires de base. Des sources dans l'État de Kayah ont raconté au Rapporteur spécial qu'un bébé de 6 jours est mort dans la jungle de l'État de Kayah à cause du manque de médicaments de base.

III. Violation par la junte d'autres droits politiques et civils

56. La junte a lancé une offensive tous azimuts contre les droits politiques et civils, se traduisant par la détention arbitraire d'au moins 7 660 personnes depuis le coup d'État, au 31 août. La junte a tenté de légitimer ces détentions en érigeant en infraction le fait de critiquer le Conseil d'administration de l'État et en supprimant le droit à la vie privée et le droit de réunion.

57. On trouvera à l'annexe 1 des détails sur les violations de la liberté d'expression (y compris sur Internet), du droit à la vie privée ainsi que des droits de réunion et d'association.

Détention arbitraire et accès à la justice

58. Dès le premier jour de son coup d'État illégal, la junte a procédé à des détentions arbitraires en violation des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui interdisent respectivement l'arrestation et la détention arbitraires, donnent droit à toute personne à « ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial » et accordent à toute personne accusée d'un acte délictueux le droit d'être « présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public » avec « toutes les garanties nécessaires à sa défense ».

59. La junte n'a cessé de porter atteinte à l'état de droit au Myanmar. Deux semaines après le coup d'État, elle a modifié la législation, notamment le Code pénal, la loi sur l'administration des arrondissements et groupes de villages et la loi sur la sécurité et le respect de la vie privée des citoyens, afin de couvrir ses détentions arbitraires massives. Le 14 février, elle a notamment modifié l'article 505 a) du Code pénal afin d'ériger en infraction les propos qui provoquent la peur, diffusent de fausses informations ou incitent directement ou indirectement à commettre une infraction pénale contre un fonctionnaire. La violation de cet article est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison.

60. Les rapports indiquent qu'au 31 août, au moins 7 701 personnes avaient été détenues depuis le coup d'État et que 6 069 d'entre elles étaient actuellement en détention et/ou condamnées³⁰. Les annonces de libération de prisonniers par la junte ont semé la confusion quant au nombre total de personnes actuellement détenues. Alors que la junte avait annoncé le 30 juin que plus de 2 000 détenus seraient libérés, seuls 370 avaient été identifiés au moment de la rédaction du présent rapport. Il y a 1 984 mandats d'arrêt en suspens pour des personnes qui ont réussi à échapper à la détention.

61. La junte a déclaré la loi martiale dans 13 townships à Yangon et dans la Région de Mandalay ainsi qu'à Mindat. Les commandants militaires des unités de Yangon et du Nord-Ouest sont ainsi autorisés à juger sommairement toute une série d'affaires pénales et à infliger les peines les plus sévères possibles, y compris la peine de mort, sans aucun droit d'appel. Le général en chef Min Aung Hlaing a le dernier mot sur l'exécution des peines de mort dans les zones soumises à la loi martiale³¹. À ce jour, il aurait approuvé la peine de mort pour au moins 65 personnes, dont 39 ont été condamnées par contumace.

62. Au moment de la rédaction du présent rapport, la junte avait placé en détention arbitraire au moins 15 avocats alors qu'ils représentaient des clients, ce qui non seulement empêche les avocats de la défense de fournir une représentation juridique mais a également un effet dissuasif sur leur volonté de représenter les personnes détenues³². Un avocat réputé, détenu arbitrairement, aurait fourni une assistance juridique gratuite à plus de 120 personnes qui avaient elles-mêmes été détenues arbitrairement. La junte l'a arrêté alors qu'il se trouvait au tribunal pour faire son travail et l'a ensuite inculpé d'incitation au titre de l'article 505 a) du Code pénal.

63. Dans certaines régions, les procédures judiciaires ont été déplacées des tribunaux vers les prisons, ce qui soulève de sérieuses inquiétudes quant aux droits à un procès équitable, notamment l'accès des détenus à un avocat.

64. Dans la longue liste des actes odieux commis par la junte depuis le coup d'État, le recours aux peines collectives et aux prises d'otages apparaît comme particulièrement pervers. Comme indiqué, près de 2 000 personnes échappent actuellement à des mandats d'arrêt fallacieux. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec un chef du mouvement de protestation à Mogoke, dans la région de Mandalay,

³⁰ Voir la carte de l'annexe 2 (personnes arbitrairement détenues et en détention).

³¹ State Administration Council, Martial Law Order 3/2021, 15 mars 2021. Disponible sur www.burmalibrary.org/sites/burmalibrary.org/files/obl/GNLM2021-03-16-red.pdf.

³² Voir American Bar Association, letter to Senior General Min Aung Hlaing re: Rule of Law, Independence of the Judiciary and Legal Profession, and Respect for Human Rights in Myanmar, 5 juillet 2021, disponible sur www.americanbar.org/content/dam/aba/administrative/government_affairs_office/aba-president-letter-rule-of-law-myanmar.pdf.

dont la femme et les deux filles, âgées de 4 et 17 ans, ont été détenues par les forces de la junte. Il a raconté au Rapporteur spécial :

« Le 13 juin, les forces de sécurité de la junte sont venues chez moi. Il s'agissait de policiers et de militaires – entre 70 et 80 au total. Ils bloquaient la route et étaient prêts à me tendre une embuscade. À ce moment-là, ma femme, mes deux filles et un de mes fils étaient à la maison. Mon fils était dehors et s'est caché pendant l'attaque. Ils avaient deux mandats, un pour m'arrêter et un pour saisir tous mes biens. Ma femme m'a appelé et je lui ai dit : « Tu dois partir immédiatement ». Elle m'a répondu : « Ils sont venus te chercher et tu n'es pas là. Pourquoi nous feraient-ils quelque chose ? Je n'ai rien fait de mal. Je vais faire face. » Elle a commencé à dire, « Beaucoup entrent maintenant... » ; puis ça a coupé. Puis, un peu plus tard, ma fille de 17 ans m'a appelé et m'a dit : « Nous sommes en détention ». J'ai entendu quelqu'un dire : « Pourquoi tu parles au téléphone ? » puis, à nouveau, la ligne a été coupée.

« J'ai appris par la suite que les forces de sécurité ont d'abord arrêté ma fille aînée. Ils l'ont menottée. Ma femme a demandé : « Pourquoi faites-vous ça ? Vous ne pouvez pas l'arrêter. » Et à ce moment-là, ils l'ont également menottée. Ma fille aînée et ma femme ont ensuite été traînées dans un camion. Puis ma fille de 4 ans s'est mise à crier : « Je ne vais pas partir avec vous, chiens de militaires et chiens de policiers. » Une femme officier a attrapé ma petite fille et l'a jetée elle aussi dans le camion. Des membres de ma famille ont essayé de leur apporter de la nourriture et d'autres fournitures, mais la police et l'armée ont nié qu'elles étaient en détention. Personne n'a été informé de l'endroit où se trouvaient ma femme et mon autre fille, ni des accusations portées contre elles. Ma fille de 4 ans a finalement été libérée le 30 juillet, après 17 jours de détention. Elle a été traumatisée. Ma femme et ma fille ont été condamnées à trois ans de prison en application de l'article 505 a). Je le sais uniquement parce que, au moment où elles ont été transférées du poste de police à la prison, ma femme a crié aux passants : « Nous avons été condamnées à trois ans de prison »³³.

65. Le Rapporteur spécial a reçu des informations crédibles selon lesquelles les forces de la junte ont détenu arbitrairement au moins 177 personnes en guise de punition et/ou pour servir d'otages lorsque la cible initiale d'un raid avait réussi à échapper à l'arrestation.

66. Les peines collectives infligées par la junte aux membres de la famille constituent une violation du droit à la liberté et à la sécurité de la personne et du droit à un procès équitable³⁴. Ces peines collectives et prises d'otages devraient faire l'objet d'une enquête en tant que crimes de guerre, car la Convention de Genève interdit expressément de « punir une personne pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement » et « les peines collectives de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites ».

³³ Interview du père à Mogoke, 18 août 2021.

³⁴ Comité international de la Croix-Rouge, « Règle 103, Les peines collectives », Base de données sur le DIH coutumier. Disponible sur https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule103.

Liberté de la presse

67. « Nous sommes arrivés à un point où, si nous continuons à faire notre travail, nous risquons d'être emprisonnés ou tués »³⁵. C'est ainsi qu'un journaliste a récemment décrit les conditions de travail actuelles au Myanmar. Le 8 mars, la junte a suspendu les licences de cinq organes de presse indépendants de premier plan. Au moment de la rédaction de ce rapport, au moins 44 journalistes étaient toujours détenus, et au moins 98 l'avaient été depuis le coup d'État. Comme cela a été souligné plus haut, des journalistes ont été torturés en détention pour leur extorquer des informations et des contacts. Trente-trois journalistes se sont cachés après l'émission d'un mandat d'arrêt contre eux. Au moins trois journalistes ont été condamnés à des peines de prison de deux à trois ans en application de l'article 505 a) du Code pénal.

Poursuite des violations des droits de l'homme commises contre les Rohingyas

68. On estime qu'il reste 600 000 Rohingyas dans l'État rakhine. L'armée continue de leur refuser l'accès à la citoyenneté, à la liberté de circulation et à d'autres droits fondamentaux. Depuis le coup d'État, la junte continue de nier l'existence des Rohingyas tout en les privant de leurs droits par une non résolution de leur statut juridique, une discrimination institutionnelle, des atteintes aux droits humains, des restrictions à leur liberté de circulation et un accès limité aux moyens de subsistance et aux services essentiels.

69. On trouvera à l'annexe 1 des informations sur les conditions auxquelles sont confrontés les Rohingyas dans l'État rakhine.

IV. Violation du droit à la santé par la junte

70. Le meilleur état de santé possible est l'un des droits fondamentaux de tout être humain, consacré par l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et ce droit est bafoué pour la plupart des habitants du Myanmar.

71. Au moment de la rédaction du présent rapport, une troisième vague d'infections à la COVID-19, avec une prédominance du variant Delta, ravageait le Myanmar. Le taux moyen de tests positifs sur deux semaines est de 26 %, seulement cinq autres pays dans le monde ayant un taux de positivité plus élevé³⁶.

72. Des organisations locales de défense des droits humains, opérant dans la clandestinité, ont signalé au Rapporteur spécial que le nombre officiel de morts de la COVID-19 annoncé par la junte, soit 14 737 morts au 25 août, était sous-estimé³⁷. Selon les chiffres de la junte, la moyenne sur sept jours des décès dus à la COVID-19 a atteint un pic de 397 le 1^{er} août. Or, selon des sources crédibles ayant des contacts dans les crématoriums et les morgues de Yangon, fin juillet, au moins 1 000 personnes mouraient de la COVID-19 chaque jour dans la seule ville de Yangon.

³⁵ Reporters sans frontières, « Five media outlets shut down in Myanmar, one raided », 9 mars 2021.

³⁶ Sky News, « Positive rate per country : average of the positive rate of last two weeks », disponible sur <https://interactive.news.sky.com/2020/covid-19-coronavirus/world-positive-country-rate-table/index.html> (consulté le 25 août 2021).

³⁷ « 2,502 new cases of COVID-19 reported on 25 August, total figure rises to 380,879 », *The Global New Light of Myanmar*, vol. VIII, No. 129 (26 August 2021). Disponible sur https://cdn.myanmarseo.com/file/client-cdn/2021/08/26_August_21_gnlm.pdf.

73. La junte n'est absolument pas équipée pour combattre la troisième vague de la pandémie et, pire encore, elle a elle-même précipité l'effondrement quasi total du système de santé du pays. Pour protester contre le coup d'État militaire, jusqu'à 90 % des agents de santé ont rejoint le Mouvement de désobéissance civile et ont refusé de travailler dans les hôpitaux publics sous le contrôle de la junte. En effet, les agents de santé ont été parmi les premiers à faire grève, ce qui a conduit à l'organisation de ce mouvement.

74. Les forces de la junte continuent de tuer et de détenir arbitrairement des professionnels de la santé. Des rapports crédibles révèlent que l'armée a effectué de nombreux raids dans des locaux d'associations caritatives et des établissements de santé de fortune, détruisant, endommageant ou confisquant des produits de santé et des équipements médicaux, tout en enlevant, battant et détenant arbitrairement des agents de santé.

75. La junte a lancé au moins 260 attaques distinctes contre des agents ou des établissements de santé entre le 1^{er} février et le 25 août 2021, dont 153 contre le personnel soignant³⁸. Elle dispose de mandats d'arrêt en suspens contre 600 agents de santé, dont des médecins, des administrateurs d'hôpital, des infirmières et des responsables de la santé publique, les obligeant à se cacher. Beaucoup continuent à soigner les patients de manière clandestine.

76. Au moment du pic de positivité de l'épidémie de COVID-19, les forces de la junte ont commencé à stocker des bouteilles d'oxygène, empêchant les gens d'en acheter auprès de vendeurs privés et les organisations caritatives de fournir de l'oxygène aux personnes qui en avaient besoin. La junte affirmait qu'elle ne faisait que veiller à ce que l'oxygène puisse parvenir aux hôpitaux publics. Cependant, un médecin qui soigne actuellement des patients au Myanmar a expliqué au Rapporteur spécial le 30 juillet : « La junte dit qu'elle n'autorise pas les particuliers à acheter de l'oxygène à titre privé pour qu'il puisse être utilisé dans les hôpitaux publics, mais de nombreux patients se rendent dans les hôpitaux publics et on leur dit : « Vous devez acheter votre propre oxygène à titre privé »³⁹.

77. Compte tenu de la méfiance à l'égard des soins de santé contrôlés par la junte, de nombreuses personnes ont décidé de ne pas se faire vacciner dans le cadre d'un programme de vaccination géré par cette dernière, même si les vaccins étaient largement disponibles.

78. Ces conditions ont un impact sur la santé et la sécurité non seulement de la population du Myanmar, mais aussi de la région et du monde entier. La propagation de la COVID-19, l'effondrement du système de santé et la méfiance généralisée envers tout ce qui est lié à la junte créent les conditions idéales pour la propagation de cette maladie, ainsi que pour le développement de nouveaux variants hautement contagieux. Étant donné que plus d'un tiers de la population mondiale vit dans des pays limitrophes du Myanmar, il ne s'agit pas simplement d'une question de sécurité nationale pour le Myanmar, mais d'une menace à l'échelle planétaire.

79. L'effondrement du secteur de la santé sous la junte a eu des répercussions désastreuses, au-delà de la capacité à traiter la COVID-19. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en juillet, au moins un million d'enfants n'avaient pas reçu les vaccins nécessaires, notamment ceux contre l'hépatite B, la tuberculose, le tétanos,

³⁸ Organisation mondiale de la Santé, Surveillance System for Attacks on Health Care. Disponible sur <https://extranet.who.int/ssa/Index.aspx>.

³⁹ Interview d'un médecin de Yangon, 30 juillet 2021.

la rougeole, les oreillons, la rubéole, la poliomyélite et la grippe. Les progrès considérables réalisés ces dix dernières années dans le traitement et la maîtrise du VIH et de la tuberculose pourraient être réduits à néant si les personnes infectées ne peuvent pas poursuivre les traitements antirétroviraux⁴⁰.

80. Le coup d'État militaire, l'effondrement du système de soins de santé et la propagation du COVID-19 combinés ont rendu la vie particulièrement dangereuse, et ont même entraîné la mort pour certains membres de la communauté des handicapés au Myanmar. Le coup d'État et la répression qui a suivi ont considérablement ralenti les progrès réalisés en matière de droits humains des personnes handicapées dans le pays. Voir l'annexe 1 pour des informations supplémentaires sur les droits des personnes handicapées au Myanmar.

V. Réponse du peuple du Myanmar au coup d'État et aux crimes de la junte

Mouvement de désobéissance civile et manifestation pacifique

81. Quelques jours après le coup d'État militaire, les gens ont commencé à manifester pacifiquement dans les rues et sur les réseaux sociaux pour exercer leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Un mouvement de désobéissance civile dynamique et diversifié s'est rapidement répandu dans tout le pays. Des fonctionnaires, des professionnels de la santé, des enseignants, des avocats et d'autres personnes ayant quitté leur emploi pour protester contre le coup d'État illégal ont joué des rôles de premier plan au sein du Mouvement de désobéissance civile. Des jeunes de la génération Z, parmi lesquels de nombreuses femmes, ont rapidement assumé ouvertement des rôles de leaders dans le mouvement de protestation, répondant à l'évolution de la situation avec créativité et résilience. Par exemple, lorsque les forces de la junte ont commencé à tirer directement sur de grandes foules de manifestants, les dirigeants ont opté pour des manifestations « éclair » plus petites afin de sauver des vies.

82. Au 30 juillet, au moins 4 932 manifestations avaient eu lieu depuis le coup d'État ; selon les sources disponibles, 98 % d'entre elles étaient pacifiques⁴¹, ⁴². Pour les 2 % de manifestations qualifiées de « non pacifiques », les manifestants auraient principalement répondu aux attaques des forces de la junte en lançant des pierres, en utilisant des armes rustiques ou en renvoyant les munitions lacrymogènes.

83. On estime que près de 2 000 policiers et militaires ont quitté la junte pour rejoindre le Mouvement de désobéissance civile et/ou la Force de défense du peuple⁴³. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec de nombreux policiers qui ont fait défection, évoquant le même motif : « J'ai rejoint les forces de police pour faire respecter l'État de droit, mais ce n'est plus possible depuis le 9 février... j'ai pu

⁴⁰ ABC-CBN News, « Myanmar: "The situation could become critical in weeks" », 18 juillet 2021.

⁴¹ Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), « Myanmar protests, 1^{er} février-30 juillet 2021 », ACLED Dashboard. Disponible sur <https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard>.

⁴² ACLED, « Myanmar's spring revolution », 22 juillet 2021.

⁴³ The Irrawaddy, « 2,000 Myanmar junta soldiers and police join Civil Disobedience Movement », 23 août 2021.

constater que la police menait des opérations avec les militaires et sous leur contrôle ; leurs actions, notamment les détentions, allaient à l'encontre de la loi. »⁴⁴

84. Le mouvement de protestation diversifié au Myanmar a appelé à un boycott national des produits et services associés à la junte, ainsi qu'à l'arrêt du versement des taxes aux ministères contrôlés par la junte. Le boycott porte notamment sur les produits de la bière appartenant à l'armée, les services de télécommunications mobiles, le paiement des factures d'énergie et les taxes. Le Mouvement de désobéissance civile et les organisations de la société civile du Myanmar ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle les soutienne en imposant des sanctions économiques ciblées contre les intérêts économiques de la junte. Au total, 462 organisations de la société civile ont signé un appel pour que des sanctions soient imposées à la Myanmar Oil and Gas Enterprise afin d'empêcher la junte illégale de voler la richesse des ressources naturelles du pays⁴⁵.

Gouvernement d'union nationale

85. Après la formation du Mouvement de désobéissance civile, les parlementaires qui avaient été élus lors des élections nationales de novembre mais que la junte avait empêchés de prêter serment ont créé le Comité représentant la Pyidaungsu Hluttaw. C'est de ce comité qu'est né, en avril, le gouvernement d'union nationale, plus large et plus ouvert, chargé d'assurer la direction des opérations, d'obtenir un soutien international et d'être le représentant légitime du peuple du Myanmar⁴⁶.

86. Le gouvernement d'union nationale compte un pourcentage historique de femmes et de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) à des postes de haut rang. Pour la première fois dans l'histoire du pays, il a créé un ministère des Femmes, de la Jeunesse et de l'Enfance, dirigé par la militante des droits des femmes Daw Susanna Hla Hla Soe, et un ministère des Droits humains, dirigé par Aung Myo Min, défenseur de longue date des droits de l'homme et de la communauté LGBT. Le ministre de la coopération internationale, le Dr Sasa, est un médecin de l'ethnie Chin. La représentation féminine au sein du gouvernement d'union nationale est de 25 %, les femmes occupant 9 des 36 postes ministériels ; il s'agit d'une avancée remarquable, si l'on considère que, dans toute l'histoire du Myanmar, seules trois femmes ont occupé des postes de ministres de l'Union.

87. Le gouvernement d'union nationale s'emploie activement à soutenir le Mouvement de désobéissance civile et à s'attaquer aux nombreux problèmes auxquels le Myanmar est confronté suite au coup d'État. Par exemple, en juillet, le Ministre de la Coopération internationale, le Dr Sasa, a demandé une aide pour le Myanmar au Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19⁴⁷. Le gouvernement d'union nationale œuvre également pour que les auteurs de crimes passés répondent de leurs actes. En août, il a annoncé avoir officiellement déposé en juillet une déclaration auprès de la Cour pénale internationale dans laquelle il consent

⁴⁴ Interview d'un policier ayant fait défection, 20 août 2021.

⁴⁵ 462 civil society organizations, « While people of Myanmar demand sanctions on junta-run gas enterprise, Chevron and Total bankroll abuses », press release, Progressive Voice, 2 August 2021.

⁴⁶ Gouvernement d'union nationale, annonce 23/2021 du 16 avril 2021, sur la formation du gouvernement d'union nationale. Disponible sur <https://crphmyanmar.org/formation-of-the-national-unity-government/>.

⁴⁷ Lettre datée du 22 juillet 2021 du Ministre de la Coopération internationale et porte-parole du gouvernement d'union nationale, Dr. Sasa, adressée au Directeur général de Gavi. Disponible sur <https://twitter.com/DrSasa2222/status/1418196659184443398/photo/1>.

à ce que cette dernière exerce sa compétence à l'égard des crimes commis au Myanmar depuis le 1^{er} juillet 2002⁴⁸.

88. En outre, en juin, le gouvernement d'union nationale a publié une déclaration de politique générale sur les Rohingyas, affirmant son intention d'abolir la loi sur la citoyenneté de 1982, qui instaurait le déni de citoyenneté pour les Rohingyas, et l'utilisation de cartes de vérification nationale, que la junte continue d'utiliser pour nier l'existence même des Rohingyas et les enregistrer comme étrangers.

Défense locale et Force de défense du peuple

89. Alors que les forces commandées par la junte lançaient des attaques généralisées et systématiques contre la population du Myanmar et qu'il est apparu clairement à la plupart des gens que la communauté internationale n'exercerait pas la pression nécessaire pour tenter de les arrêter, les appels à une résistance armée capable de protéger un peuple assiégé se sont multipliés dans tout le pays.

90. Le 14 mars, le gouvernement d'unité nationale déclarait que le peuple du Myanmar pouvait exercer son droit de légitime défense face aux attaques de la junte, et le 5 mai, il annonçait la création de la Force de défense du peuple (People's Defense Force)⁴⁹, ⁵⁰.

91. Au moment de l'annonce du gouvernement d'unité nationale, plusieurs forces de défense locales étaient déjà en train de se constituer, notamment la Force de défense du Chinland, l'armée civile de Kalay et la force de défense nationale karenne. Au 30 juin, une quarantaine de forces de défense locales étaient déjà actives contre les forces de la junte, tandis que d'autres communautés cherchaient à constituer leur propre capacité de légitime défense. Rien n'indique un lien de commandement et contrôle entre le gouvernement d'union nationale et ces opérations locales.

92. Ces milices locales ne font pas le poids face à une force militaire importante et bien équipée. La plupart de ces forces mal équipées utilisent des armes improvisées et artisanales, notamment des fusils « Tumi ». Il s'agit de fusils à un coup qui utilisent généralement une poudre composée d'excréments d'animaux et de feuilles de plantes toxiques et qui sont utilisés pour la chasse aux animaux. Ils ont une portée de 15 à 30 mètres. Le processus de rechargement du canon avec la poudre prend environ trois minutes.

93. De nombreux rapports crédibles font état d'attaques extrajudiciaires contre des administrateurs locaux soupçonnés d'être des sympathisants de la junte, ainsi que contre des particuliers accusés d'être des informateurs de la junte. Les exécutions extrajudiciaires constituent des violations inacceptables des droits fondamentaux, quels qu'en soient les auteurs, et doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites par un tribunal impartial et indépendant.

⁴⁸ Minister of Human Rights, Aung Myo Min (@aung_myo_minn), « The NUG accepts the jurisdiction of the ICC with respect to international crimes committed in Myanmar territory since 1 July 2002. The declaration was lodged in accordance with article 12(3) of the Statute of ICC on 17 July 2021. », 20 août 2021, disponible sur https://twitter.com/aung_myo_minn/status/1428680811574972416.

⁴⁹ Gouvernement d'unité nationale, déclaration 13/2021 du 14 mars 2021, informant le peuple de son droit de légitime défense conformément à la législation en tant que population civile en cas de violence. Disponible sur <https://twitter.com/CrphMyanmar/status/1371361961452085250>.

⁵⁰ Gouvernement d'unité nationale, message 1/2021, sur la création de la Force de défense du peuple. Disponible sur <https://twitter.com/CrphMyanmar/status/1389826485851103237>.

Organisations ethniques armées

94. Il n'existe pas de véritable armée d'opposition fédérale, composée d'organisations ethniques armées et de forces de défense du peuple agissant sous une structure de commandement unifiée, et il est peu probable que cela existe. Cela dit, plusieurs organisations ethniques armées ont exprimé leur soutien au gouvernement d'unité nationale et ont dispensé une formation militaire aux nouvelles recrues. Le 27 août, un porte-parole de la junte a affirmé que « certaines [organisations ethniques armées] fournissent des armes aux terroristes appelés [Force de défense du peuple], les entraînent et les recrutent »⁵¹. En effet, des organisations ethniques armées opérant dans les États de Kayah et les États kayin, mon, shan et kachin ont apporté leur soutien à des degrés divers. D'autres organisations de ce type, notamment l'Armée unifiée de l'État Wa et l'Armée arakanaise, ont évité de prendre parti après le coup d'État au Myanmar.

95. Les organisations ethniques armées doivent respecter le droit international humanitaire et le droit des droits humains. Selon des informations crédibles, deux commandants supérieurs de l'Organisation de défense nationale karen [Karen National Defense Organization (KNDO)] ont avoué que des soldats sous leur commandement avaient capturé puis exécuté sommairement 25 hommes non armés et en civil dans le township de Myawaddy, dans l'État kayin, le 1^{er} juin 2021⁵². Les commandants ont affirmé que les hommes non armés étaient des espions de la junte, tandis que la junte a déclaré qu'il s'agissait d'ingénieurs. Quoi qu'il en soit, le droit international humanitaire protège contre l'exécution sommaire d'espions et/ou de combattants non armés ou de civils en détention, et les responsables de ce massacre doivent faire l'objet d'une enquête. Le Rapporteur spécial félicite l'Union nationale karen, qui contrôle la KNDO, d'avoir accepté de coopérer avec les mécanismes de justice internationaux sur cette question⁵³.

VI. Réponse internationale

96. Si la communauté internationale et les États Membres ont réagi de diverses manières au coup d'État, la junte militaire n'a cessé d'utiliser les actions de la communauté internationale comme outils de propagande pour donner une apparence de légitimité. Par exemple, quelques heures après un sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est consacré à la crise qui s'est tenu en avril, le chef de la junte, Min Aung Hlaing, a trahi les gouvernements participants en qualifiant cyniquement de simples « suggestions » le « consensus en cinq points » qu'il venait d'accepter, y compris l'arrêt de la violence. Il a ensuite profité de sa présence au sommet pour donner la fausse impression qu'il était accepté dans la région comme un dirigeant légitime.

97. Quarante et un gouvernements ont mis en place des sanctions économiques ciblées contre les dirigeants de la junte ou leurs intérêts commerciaux. Des embargos sur les armes, les équipements militaires et les technologies à double usage ont également été mis en place pour affaiblir la capacité de la junte à poursuivre ses

⁵¹ Aung Min Thein et Min Naing Soe, « SAC spokesperson warns EAOs not to support PDF », Eleven Media Group, 28 août 2021.

⁵² Fortify Rights, « Myanmar : ensure accountability for massacre and other atrocities », communiqué de presse, 17 août 2021.

⁵³ Ibid.

attaques. Si ces mesures étaient les bienvenues, elles manquaient de coordination et d'axe stratégique.

98. Le Conseil de sécurité n'a adopté aucune résolution visant à prendre des mesures coordonnées en matière de sanctions économiques ciblées ou d'embargo sur les armes, ni à traduire les dirigeants de la junte devant la Cour pénale internationale. Nombreux sont ceux qui affirment qu'il serait inutile de vouloir adopter une telle résolution, car cela nécessiterait un consensus entre les membres permanents du Conseil. Des résolutions et des déclarations du Conseil de sécurité ont été adoptées, mais l'action restait compliquée.

99. Pendant ce temps, le danger que représente la junte pour ses voisins et le monde ne cesse de s'amplifier. Sa mauvaise gestion de la crise de la COVID-19, alors même qu'elle affaiblit le système de santé du pays et s'en prend violemment aux professionnels de la santé, a entraîné la propagation rapide de la maladie et a créé les conditions favorables à l'apparition de nouveaux variants encore plus mortels et contagieux que le variant Delta. Cela constitue une menace non seulement pour la population du Myanmar, mais aussi pour la région et le monde entier.

100. Des démarches régionales très médiatisées ont été effectuées pour inciter à l'action et à la négociation et parvenir à un consensus. Cependant, la junte n'a manifesté aucune volonté d'engager un dialogue pour mettre fin à la crise. Le Rapporteur spécial estime que seule une pression importante et soutenue exercée sur la junte permettra de progresser sur ce front.

101. Si l'on ne change pas de cap, l'évolution actuelle des événements au Myanmar laisse entrevoir un autoritarisme prolongé, des pertes humaines encore plus importantes, une catastrophe humanitaire et un État paria défaillant qui constitue une menace non seulement pour la sécurité nationale du Myanmar, mais aussi pour la région et le monde.

102. Il convient de répéter qu'un représentant d'un membre du Conseil de sécurité a reflété la pensée du plus grand nombre, y compris le peuple du Myanmar et le Rapporteur spécial, lorsqu'il a publiquement déploré : « Qu'attendons-nous ? Plus nous tardons, plus il y a des gens qui meurent. Ce Conseil n'assume pas la responsabilité qui nous incombe à tous de préserver la paix et la sécurité internationales. Et il manque à ses obligations envers le peuple birman. » Il est impératif de réévaluer en profondeur la façon dont la communauté internationale réagit à la crise au Myanmar. Le temps presse pour le peuple du Myanmar.

VII. Recommandations

103. Les recommandations du Rapporteur spécial à l'intention de la junte militaire restent les suivantes :

- a) Renoncer au pouvoir qu'il s'est arrogé par un coup d'État illégal afin de permettre la constitution d'un parlement légitime et démocratiquement élu et la formation d'un gouvernement ;
- b) Arrêter immédiatement d'assassiner et de torturer le peuple du Myanmar ;
- c) Libérer, sans condition, toutes les personnes détenues illégalement, mettre fin aux persécutions et aux poursuites dont est victime le peuple du Myanmar pour avoir exercé ses droits fondamentaux, et abandonner toutes les

accusations à motivation politique qui vont à l'encontre des droits humains, notamment les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association ;

d) Mettre immédiatement un terme aux attaques visant les journalistes, les défenseurs et défenseuses des droits humains et les membres de la société civile ;

e) Cesser d'empêcher les populations dans le besoin d'accéder à l'aide humanitaire et garantir à tous les habitants du Myanmar le droit de se déplacer sans restrictions inutiles, notamment d'accéder sans entrave aux services et aux moyens de subsistance.

104. Les recommandations du Rapporteur spécial à l'intention des États Membres sont les suivantes :

a) Organiser une coalition de nations qui exerce, ou qui est prête à exercer, une pression forte et constante sur la junte militaire ; il convient d'organiser un sommet stratégique visant à établir des sanctions économiques globales et coordonnées, ainsi que des embargos sur les armes et les technologies à double usage ; les sanctions devraient viser les entreprises détenues ou contrôlées par l'armée, notamment la Myanmar Oil and Gas Enterprise, qui représente la principale source de revenus de l'État ; il convient de coordonner les actions visant à empêcher les chefs de la junte de voler les richesses en ressources naturelles du pays ainsi que les gouvernements et les intérêts du secteur privé d'acheter des ressources naturelles telles que le bois d'œuvre, les pierres précieuses, le jade, les perles, les terres rares et d'autres produits de ce type lorsque les fonds sont transférés à la junte militaire ;

b) Refuser de reconnaître la junte militaire illégitime du Myanmar, notamment par l'Organisation des Nations Unies, et annuler les invitations des responsables de la junte aux forums ou éviter les forums ou les instances que la junte peut continuer à manipuler pour donner une fausse impression de légitimité et de reconnaissance ;

c) Enquêter sur les multiples crimes internationaux commis par les dirigeants de la junte, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, en faisant appel aux juridictions nationales disposant de lois de compétence universelle et en tirant parti des ressources du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar ;

d) Financer intégralement le plan de réponse humanitaire 2021 pour le Myanmar et mettre en place un programme de distribution de l'aide humanitaire qui collabore directement avec les organisations non gouvernementales internationales, les organisations de la société civile, les organisations ethniques armées et d'autres mécanismes, en évitant les organismes contrôlés par la junte, afin de réunir le financement nécessaire aux personnes dans le besoin et à l'aide transfrontalière ;

e) Faire pression sur la junte pour pouvoir bénéficier d'un accès sans entrave permettant de surveiller les conditions de vie des populations particulièrement vulnérables, notamment les Rohingyas et d'autres groupes à risque ;

f) Travailler avec les États Membres limitrophes du Myanmar pour élaborer des politiques et des procédures relatives aux réfugiés cohérentes et humaines qui respectent le principe du non-refoulement ;

g) Soutenir les efforts visant à faire en sorte que les auteurs d'atrocités criminelles de masse répondent de leurs actes devant des tribunaux impartiaux et indépendants, notamment la Cour pénale internationale ;

h) Reconnaître le Gouvernement d'union nationale comme un représentant de la volonté souveraine du peuple du Myanmar et comme une source et un partenaire fiables pour apporter au peuple du Myanmar une aide humanitaire, une aide à la santé et à l'éducation ainsi que d'autres types d'aide.

105. Les recommandations du Rapporteur spécial à l'intention de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes sont les suivantes :

a) Procéder à une évaluation critique indépendante de la réponse de la communauté internationale à la crise au Myanmar et envisager des options pour rectifier le tir ;

b) Adopter une résolution du Conseil de sécurité spécifique au Myanmar qui reprend les dispositions de la résolution [2565 \(2021\)](#), notamment que i) toutes les parties à un conflit prennent part immédiatement à une pause humanitaire durable, généralisée et soutenue afin de faciliter, entre autres, un acheminement et une distribution équitables, sûrs et sans entrave des vaccins contre la COVID-19 dans les zones de conflit armé ; ii) le personnel humanitaire et médical, ainsi que son matériel, son transport et ses fournitures, bénéficie sans retard d'un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave, afin de faciliter, entre autres, la vaccinations contre la COVID-19, le cas échéant ; et que iii) la protection, la sûreté et la sécurité de ce personnel soit assurées ;

c) Organiser une intervention d'urgence face à la COVID-19, qui inclut un cessez-le-feu pour faire face à la pandémie et facilite la suppression de tous les obstacles techniques, juridiques et logistiques à la distribution urgente de vaccins et de traitements par une source de marque indépendante ;

d) Reconnaître le Gouvernement d'union nationale comme une source et un partenaire fiable capable de faire face à la crise au Myanmar, notamment en ce qui concerne la distribution de l'aide humanitaire, de l'aide à la santé et à l'éducation et d'autres types d'aide aux populations civiles ;

e) Enquêter à la Cour pénale internationale sur les multiples crimes internationaux commis par les dirigeants de la junte, y compris les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, en utilisant les éléments de preuve recueillis par le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar.

106. Le Rapporteur spécial recommande aux donateurs des secteurs public et privé d'apporter de solides financements à la défense des droits humains, visant à suivre de près, défendre et soutenir les droits et la sécurité de tous les groupes, y compris les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les avocats, les défenseurs des droits des femmes, les membres de la communauté LGBTQ, la communauté des handicapés et d'autres groupes à risque dans tout le Myanmar.

107. Les recommandations du Rapporteur spécial à l'intention du Gouvernement d'union nationale sont les suivantes :

a) Promouvoir et faire avancer le code de conduite du gouvernement d'union nationale et de la Force de défense du peuple, qui donne des orientations sur le droit des conflits armés et le traitement des civils, et prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et autres violations des droits ;

b) Poursuivre les efforts visant à obtenir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de la population du Myanmar, concernant notamment les vaccins contre la COVID-19, l'aide humanitaire et d'autres ressources vitales ;

c) Poursuivre les efforts visant à faire en sorte que les auteurs d'atrocités criminelles de masse répondent de leurs actes devant un tribunal impartial et indépendant, notamment la Cour pénale internationale ;

d) Fournir à la communauté internationale, y compris aux gouvernements, des informations, des analyses et des recommandations pour soutenir le peuple du Myanmar et contribuer à exercer la pression nécessaire pour libérer le Myanmar du fléau de l'occupation par les forces d'une junte militaire illégale.
